

Pourquoi le monde a-t-il définitivement changé le 2 août ?

En lançant ses troupes à l'assaut du Koweït, Saddam Hussein se doutait-il qu'il bouleverserait l'ordre international ?

*Ghassan Salamé, chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris est spécialisé dans les questions moyen-orientales. Il tire ici, pour *Croissance*, les leçons politiques de la crise.*

Tout le monde est d'accord pour dire que la crise du Golfe, quelle qu'en soit l'issue, sonne le glas d'une certaine organisation du monde. Sur quoi, à votre avis, sera bâti le nouvel ordre international ? Sur le droit ?

Ou bien les Etats-Unis cherchent véritablement à rétablir le droit et à faire fonctionner les Nations unies, ce qui signifie qu'ils doivent défendre, beaucoup plus clairement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, la souveraineté de tous les petits peuples (Koweïtiens, Libanais, Palestiniens) et qu'ils doivent appliquer avec la même ferveur toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Ou bien Washington décide unilatéralement d'attaquer l'Irak et affiche alors une conception sélective du droit international. Ce qui serait appliqué au Koweït parce qu'il y a du pétrole, serait oublié dans le Levant parce que les Libanais et les Palestiniens ne comptent pas... Alors, les relations entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient seraient désastreuses pour de longues années. Je crois que l'administration américaine hésite, vacille entre ces deux options et que l'après-crise est loin d'avoir été définie.

Laquelle de ces deux voies vous paraît la plus probable ?

Tout dépend de l'attitude des partenaires des Etats-Unis, et en particulier des pays européens et de l'URSS. Si ces pays conditionnent plus clairement leur participation à la coalition anti-irakienne à une véritable soumission des Etats-Unis et de ses alliés dans la région — et notamment Israël — aux résolutions du Conseil de sécurité, le président Bush sera obligé d'opter pour la première hypothèse. Si, par contre, les partenaires des Etats-Unis ne réagissent pas et acceptent de fournir un blanc-seing au président Bush, ses ten-

dances naturelles ne le pousseront ni à l'action multilatérale ni à la justice internationale.

Les Etats-Unis ont-ils décidé de se débarrasser une fois pour toutes de la puissance potentielle irakienne ?

Il y a des courants qui vont dans ce sens aux Etats-Unis. Mais ils ne sont pas les seuls. Il y a aussi deux autres «camps» dont il faut tenir compte. Celui des réalistes, qui redoutent non seulement le coût humain et financier de l'intervention militaire mais aussi le déséquilibre régional qu'entraînerait la destruction de l'Irak. Ils craignent plus que tout un renforcement de l'Iran, beaucoup plus peuplé et potentiellement plus fort que l'Irak.

Il y a aussi un courant isolationniste, qui dit en substance : «*On n'a pas à être le gendarme du monde. On n'en a ni la base morale, ni le mandat international, et encore moins les capacités techniques. On ne peut pas aller plus loin dans notre engagement.*».

Il ne faut pas négliger l'importance de ces deux courants. Je ne crois pas que le climat soit favorable à ceux qui veulent détruire l'Irak, en finir avec Saddam Hussein.

La fin du clivage Est-Ouest signifie la fin de la politique «clienteliste» menée par les superpuissances au Proche-Orient. Quelle approche, plus globale, lui substituer ?

La seule approche qui ne soit pas sanglante et désastreuse doit s'appuyer sur trois principes : premièrement, on conserve les frontières en l'état, artificielles ou non. On n'a pas d'autre alternative. Tout changement de frontières conduit à de nouveaux bains de sang, dont personne ne veut. Deuxièmement, il faut que le parapluie des Nations unies protège la région. Ce qui veut dire principalement une réactivation de la FINUL au Sud-Liban et un retrait syrien du Liban ; l'application des résolutions internationales sur la question palestinienne et la création d'un Etat palestinien ; et un retrait irakien du Koweït. Tels sont les paratonnerres qu'il faut mettre en place. Enfin, l'équité doit s'installer aussi fermement que le droit. Les pays pétroliers ne pourront plus survivre dans un univers régional qui est fait de pays excessivement riches entourés de pays militairement plus forts, démographiquement plus lourds et financièrement très endettés. On ne peut plus admettre que le monde arabe

ait près de 300 milliards de dollars de dette extérieure alors que les seuls avoirs du Koweït pourraient dépasser ce chiffre.

Ces trois principes : respect des frontières, application intégrale des résolutions des Nations unies, et meilleur partage des richesses sur fond de développement régional intégré... voilà les bases d'un ordre stable au Moyen-Orient et qui permettront aux pays de la région de faire partie de la nouvelle communauté internationale.

N'êtes-vous pas un peu trop optimiste ? Ne serait-ce que sur la tenue d'une conférence internationale sur le problème palestinien, Israël oppose un refus total...

Il y a aussi des signes encourageants. La tuerie de l'esplanade des mosquées de Jérusalem, si elle s'était produite avant l'invasion du Koweït et la présence militaire américaine dans les pays arabes, n'aurait sans doute pas conduit les Etats-Unis à condamner Israël. On est loin d'une conférence internationale, mais je reviens des Etats-Unis et il me semble que cette idée fait son chemin. Et c'est capital parce qu'Israël ne peut pas affronter seul la communauté internationale. Jusqu'ici, il était de l'intérêt des Etats-Unis de refuser le principe d'une conférence parce que cela revenait à admettre

une certaine parité entre les Etats-Unis et l'URSS au Moyen-Orient. Maintenant que les Etats-Unis sont profondément convaincus du déclin inéluctable de l'influence soviétique dans le monde, ils sont beaucoup plus disposés, me semble-t-il, à accepter ce principe.

Cette crise représente-t-elle à vos yeux le premier conflit Nord-Sud ou le dernier avatar de la question d'Orient ?

Aucune de ces deux hypothèses ne me satisfait. Le conflit Nord-Sud, je ne le saisis pas bien dans cette situation. Quant à la question d'Orient, elle est ouverte et elle le restera encore longtemps.

C'est un conflit assez complexe qui pose la question fondamentale de la valeur du pouvoir militaire dans un monde où l'on croyait que les armes étaient devenues un instrument obsolète dans les relations internationales. L'agression irakienne tout comme la riposte américaine ont quelque chose d'archaïque dans un système international plus fondé sur la puissance économique que sur la puissance militaire. Ce clivage, qui sépare les pays riches (Japon, Europe occidentale, pays pétroliers) et les pays qui sont actuellement déficitaires sur le plan économique et financier et qui ont une puissance militaire encore redoutable tels

que les Etats-Unis, l'URSS ou l'Irak, me paraît essentiel. Il y a deux thèses qui s'affrontent aujourd'hui. Selon la première, la fin de la bipolarité va engendrer le chaos. Selon la seconde, on va assister à un déplacement du système international vers des conflits économiques où il ne sera plus fait usage de la force. Je suis de ceux qui pensent que la puissance militaire va être dévaluée au cours des prochaines années. Et c'est pourquoi je suis partisan de la thèse du déclin américain. Les Etats-Unis sont faibles économiquement, culturellement, technologiquement, mais ils sont très puissants militairement. Il me semble que dans les années qui viennent, les Etats-Unis ne pourront pas éviter le genre de crise qui frappe actuellement l'Union soviétique. Au niveau de leur influence mondiale.

Le deuxième clivage qui me paraît important est que le droit ne saurait être appliqué sans qu'il soit accompagné de l'équité. S'il faut rétablir la souveraineté koweïtienne, on doit savoir dorénavant que cela ne peut se faire sans un partage de la richesse dans les pays pétroliers et sans un partage du pouvoir dans les pays dictatoriaux.

Ce partage du pouvoir, ça ne va pas être simple...

Certes. Mais tous les régimes de la région sont menacés par l'évolution de la situation. Les régimes autoritaires monarchiques sont menacés. Les régimes autoritaires militaires sont menacés. Nous avons eu une bonne vingtaine d'années de continuité de ces régimes, une continuité artificielle grâce à la répression, grâce à la corruption par l'argent du pétrole. Aujourd'hui, tous les rois sont nus, qu'ils soient présidents, monarques ou émirs. La vague de démocratisation ne peut pas faire le tour du monde en oubliant le monde arabe. Il me semble que les pouvoirs dictatoriaux de la région ont beaucoup profité de la guerre froide.

Désormais, ils ne pourront plus compter sur le clivage Est-Ouest et se reposer sur la protection américaine ou soviétique. Ils devront faire des concessions, c'est-à-dire libéraliser l'économie et démocratiser le pouvoir. Il se peut que cette transition se fasse mal, un peu comme en Roumanie, mais les éléments objectifs sont là pour qu'elle ait lieu. Et elle est effectivement en cours dans des pays comme la Jordanie ou l'Algérie.

Propos recueillis par Sandrine Tolotti